

La fin de l'euro serait fatale pour l'Europe

PAR DUSAN SIDJANSKI



DANS LE SILLAGE DE LA DYNAMIQUE du marché unique et dans l'espoir de déclencher un engrenage, Jacques Delors avait lancé l'idée de l'euro et de la BCE d'essence fédérale. Une initiative de l'époque, mais à contre-courant des leçons de l'histoire qui n'a jamais connu de monnaie unique sans communauté politique. Les erreurs majeures se répètent: après le péché originel dû à l'échec de la Communauté européenne de défense (CED), l'union politique est devenue taboue.

A la naissance de l'euro, tout semblait bien engagé, malgré quelques voix de Cassandre. Mais le choc de la crise importée des Etats-Unis a dévoilé la fragilité d'une monnaie sans Union économique et politique. De plus, le Traité de Lisbonne, entré en vigueur au moment de la crise, n'avait pas prévu d'instruments anticrise. En place d'une responsabilité partagée, il l'a attribuée aux Etats membres pris séparément et accompagnée de sanctions. Ainsi, au lieu de la solidarité et d'un New Deal européen alimenté par les euro-bonds, c'est l'austérité qui a été imposée par l'Allemagne, provoquant un chômage, une dépression, des pertes, dont 25% du PIB en Grèce. Les conséquences économiques de la crise accentuée par l'austérité aujourd'hui et les inégalités entre les membres ont été analysées par l'économiste Joseph Stiglitz. A cette remarquable dissection qui souligne la baisse du bien-être dans le Sud, il reste à ajouter le constat que cette crise a déstabilisé les sociétés du Sud, menaçant leurs régimes démocratiques. Jusqu'à cette conclusion, nous sommes d'accord avec Stiglitz.

Cependant, après les mises en garde notamment de Merkel et de Hollande, j'affirme ma conviction que l'abandon de l'euro sonnerait la fin de l'Union. Il produirait un choc psychologique sur les citoyens dont il a envahi la vie quotidienne tout en confortant l'identité européenne. Il ouvrirait la boîte de Pandore toute grande, offrant le libre champ aux mouvements extrémistes de tous bords. La crise sociale aidant, ce choc ferait le lit des régimes autoritaires en quête de guides au relent d'un passé récent.

«L'abandon de l'euro produirait une crise planétaire violente mettant fin à la crédibilité financière de l'Union»

La fin de l'euro, qui représente 20% des réserves et des échanges mondiaux, produirait une crise planétaire violente mettant fin à la crédibilité financière de l'Union. Cette menace sur l'économie du monde et sur la survie de l'Union converge avec une série d'autres menaces tels les migrations, le cancer du terrorisme, les conflits dans notre voisinage qui ne peuvent trouver un début de solution que par une initiative énergique donnant la priorité à une action urgente.

Divisés, les Etats européens disparaîtront

Or, le Sommet de Bratislava vient d'apporter la preuve que l'essentiel ne peut être fait à vingt-sept. D'où le besoin de recourir à la «coopération renforcée» prévue par le Traité de Lisbonne au sein de la zone euro à l'initiative des trois grands soutenue par les Etats volontaires prêts à s'engager pour la formation d'un noyau dynamique doté de pouvoirs politiques à la mesure des menaces pressantes.

Pour éviter de répéter les mêmes erreurs, il faut, dans une approche globale qui correspond à l'imbrication des acteurs, facteurs et intérêts, lancer une initiative de mise en commun des pouvoirs régaliens qui font défaut à l'Union.

En témoignent les mesures concrètes répertoriées par le Conseil européen de Bratislava qui renvoient aux lendemains qui chantent les décisions que les citoyens espèrent à présent.

Au lieu de ces atermoiements, signes d'impuissance, une démarche politique d'un noyau d'Etats décidés d'agir est le seul moyen de redonner l'espoir, de relancer l'économie et de contribuer aux promesses d'une Europe unie à la suite de la sortie de la Grande-Bretagne. La réponse cohérente est une Union politique d'une douzaine de membres de la zone euro capable de redonner une impulsion au mouvement d'union. Divisés, les Etats européens disparaîtront rapidement de la scène mondiale avec leur rêve d'une Union démocratique.

DUSAN SIDJANSKI, ancien conseiller spécial du président de la Commission européenne, est le fondateur de Sciences Po à Genève. Il est par ailleurs membre du conseil de la Fondation Latsis.